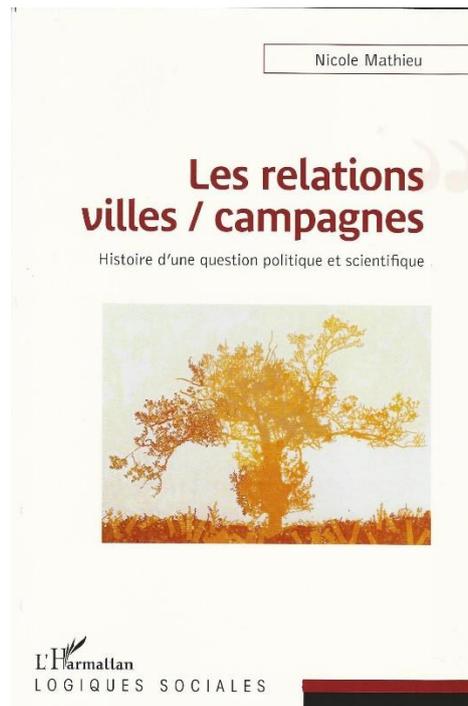


Les relations villes / campagnes Histoire d'une question politique et scientifique¹

Nicole Mathieu

membre de l'Académie d'agriculture



François Papy². – Privilégiant toujours le travail en équipe, Nicole Mathieu a co-édité une quinzaine d'ouvrages collectifs. Faute d'avoir pris le temps d'en écrire un sous sa seule signature, elle nous propose, rassemblés sur une longue période (des années 1970 aux premières décennies du XXI^e siècle) des articles où elle a exprimé une vision personnelle. En choisissant des textes sur les relations villes / campagne elle satisfait « à son entêtement à traiter de catégories opposées ». Du coup se pose à nous une question : quelle peuvent être les parts respectives, dans ce cheminement, de l'évolution de ces relations et de celle de l'auteure dans sa situation d'observatrice ? C'est ce que nous allons voir.

Les cinq premiers articles (de 1973 à 1990) portent sur la France, « laboratoire de réflexion ». Dans les cinq suivants l'Europe entre en scène. Enfin, les deux derniers constituent une synthèse et appréhendent quelque peu le tournant du nouveau siècle.

C'est sur une analyse de l'évolution de l'espace rural et de sa différenciation sous l'effet de « l'urbanisation » que portent les trois premiers chapitres. D'emblée le terme, fréquemment utilisé, d'urbanisation est critiqué par l'auteure : sous-tendant trop d'acceptions, il véhicule des ambiguïtés.

¹ L'Harmattan, 2017, 240 p.

² Membre de l'Académie d'agriculture.

C'est pourquoi le premier chapitre, écrit avec J- Bontron, se propose d'analyser l'espace métropolitain selon un critère simplifié du rapport « urbain-rural » utilisable à partir de données statistiques fiables. L'échelle d'analyse est le département. Les trois indicateurs retenus portent sur la concentration urbaine. Les cartes qui en résultent font clairement apparaître des contrastes au sein du territoire français. Voulant aller plus loin les auteurs se demandent si ce rapport « urbain-rural » peut être mis en relation avec ce qu'ils savent par des travaux antérieurs des processus d'évolution de l'espace rural. Il n'en est rien tant ces processus sont multiples et variés.

Dans le second chapitre Nicole Mathieu développe son analyse critique du concept d'urbanisation. De nombreux auteurs, sociologues ruraux essentiellement, constatant que la société rurale adopte progressivement des objets, des valeurs, des modes de vie de la société urbaine parlent d'urbanisation du monde rural. Alors que l'on pouvait, jadis, distinguer dans l'espace la ville de la campagne, il existe, disent ces auteurs, un continuum spatial qui traduit la domination progressive de la société urbaine sur la société traditionnelle. Mais voilà, Nicole Mathieu est géographe. Aussi, dit-elle, cette conception ignore les relations réciproques qui existent entre société et espace. Le système scolaire, par exemple, démolit l'idée de continuum spatial. Certes les programmes sont communs. Mais la carte scolaire différencie l'accès des jeunes à la maternelle, à l'école primaire, au collège, au lycée. Le pensionnat, plus fréquent dans le monde rural différencie leur mode de vie. La possibilité de choisir les langues étudiées, les options... est réduite pour les ruraux. Il existe donc des ruptures spatiales ; entre le rural et l'urbain. Mais c'est vrai aussi au sein des villes. Bref ! l'idée d'une urbanisation comme propagation spatiale d'une culture urbaine est un mythe. Un mythe comme l'est le progrès qui deviendrait universel et unifierait la société. Allant plus loin dans sa critique des sociologues auxquels elle s'en prend, Nicole Mathieu note, qu'abolissant la distinction spatiale, l'idée d'urbanisation abolit aussi les classes sociales.

Elle traite ensuite la façon dont les géographes abordent la notion d'urbanisation comme étant un processus spatial. Il traduit l'idée d'un mouvement universel de croissance urbaine, une tendance générale à la concentration de la population qui se traduit par une extension du bâti y compris dans des bourgs ruraux. Mais quelle peut-être la valeur heuristique de cette conception de l'urbanisation qui ne s'appuie sur aucune analyse de processus. ? Économistes et géographes proposent une théorie spatiale de l'urbanisation par la concentration des activités, nécessaire pour des raisons d'économie d'échelle. Ainsi, la concentration serait liée à l'attraction vers des centres industriels d'emplois alimentés par l'exode rural. Sans doute ce schéma a-t-il été effectif au XIX^e et au début du XX^e siècle. Il ne l'est plus aujourd'hui puisque la croissance urbaine se poursuit sans avoir les mêmes causes. De plus, ce processus qui associe la concentration de l'habitat à celle des activités est incompatible avec l'étalement urbain. Très sensible en Amérique du Nord et, dans une moindre mesure, en Europe, ce phénomène traduit un besoin individuel de forme déconcentrée d'habitat. Ainsi localisations des emplois et des habitats ne sont pas aussi liés que ne le dit le schéma primitif. Pour affiner la théorie du rapport entre localisation des activités et de l'habitat, il faut, dit notre auteure, croiser trois natures de déterminants : économique (pour expliquer la localisation des activités), sociologique (pour expliquer les besoins collectifs et individuels) et politique (pour faire des arbitrages et aménager l'espace). Au cours du temps la hiérarchie entre ces déterminants se modifie faisant passer le processus d'urbanisation par différentes phases. Aussi est-il illusoire de parler d'urbanisation comme d'un processus déterminé.

Peut-on faire des types d'espaces ruraux s'interroge Nicole Mathieu dans un long chapitre de réflexion méthodologique. Et tout d'abord, pourquoi en faire ? Le terme d'espace rural et très vite d'espaces ruraux est entré en géographie en provenance du milieu des planificateurs, des urbanistes ? C'est à dire d'acteurs. Il a remplacé le terme de campagne associé à la seule activité agricole. Parler d'espace ruraux c'est déjà admettre qu'il faut y étudier l'évolution des activités et des habitants.

Nombreux sont ceux qui se refusent à en faire des catégories par peur d'être pris dans une idéologie. Et ceux qui s'y essaient en reconnaissent la difficulté car un espace rural ne peut se réduire à une entité fonctionnelle. Toutefois des travaux de typologie d'espaces ruraux existent et Nicole Mathieu en fait une analyse critique, en distinguant approches empiriques et théoriques. Ce faisant elle fait une revue des significations données au terme d'espace rural par les différents auteurs cités, car à chaque typologie correspond une acception du concept. Les typologies fondées sur les formes faisant appel à des critères visibles ou non visibles (densité, concentration de la population, nature des habitations...), qu'elles soient calquées sur découpage de l'Insee ou plus finement sur des indicateurs du mode d'habiter, n'indiquent pas la nature des processus qu'on y observe. D'autres typologies classent les espaces ruraux par leurs fonctions : productive, résidentielle, récréative... Souvent plusieurs fonctions se cumulent. Et les auteurs font alors ressortir la dominante. Cependant tout comme les précédentes ces typologies sont descriptives et dépendent, dans leur découpage, des statistiques disponibles. Aussi notre auteure aborde-t-elle des approches plus théoriques. Ces dernières reposent sur des corps d'hypothèses. Nicole Mathieu identifie trois conceptions théoriques. La première suppose qu'il existe des structures spatiales, c'est à dire des réseaux de relations fortes entre variables liées au lieu. Mais la mise en œuvre de telles méthodes suppose un découpage préexistant (statistique et administratif) pour collecter les variables. C'est là une vraie limite. La seconde suppose l'espace comme un continuum dont le découpage est fonction de la diffusion du progrès. Les types d'espace ruraux se définissent sur une échelle qui va du plus moderne au moins moderne. Dans les travaux relevant de cette catégorie les processus sociaux ne sont pas analysés. Nicole Mathieu développe d'avantage une troisième catégorie de travaux, d'inspiration marxiste, qui considère l'espace rural comme résultant de rapports de production et de rapports sociaux. Le concept d'intégration y est central. Il relie un espace local aux rapports sociaux qui s'y manifestent. Un espace est dit intégré lorsqu'y domine une forme spécifique d'activité économique (agricole, industrielle, touristique...). Mais dans certains espaces ruraux aucune ne domine, dans d'autres presque aucune n'existe ; ils sont comme à l'abandon. Au cours de l'histoire ces espaces évoluent d'un type à un autre. Et ces travaux donnent, dans cette évolution, de l'importance au rôle de l'État. Comme les autres ces typologies se heurtent à la difficulté du découpage si l'on cherche à couvrir la totalité du territoire national. Mais n'est-ce pas là une limite à tout effort de typologie ? Et a-t-on vraiment besoin d'une telle conception de typologies recouvrant le territoire national ? Nicole Mathieu plaide pour une démarche faite à la fois d'enquête locale et d'analyse statistique visant à généraliser la méthode comparative d'études de cas. C'est ainsi que peut progresser une théorie des rapports entre espace et société.

Dans les deux chapitres suivants Nicole Mathieu étudie les rapports ville/campagne des années 1950 aux années 1990. Les datations de ces chapitres ont été inversés. Le lecteur comprend aisément que le premier a été écrit en 1990 et le second en 1998. Établir une correspondance entre les étapes de l'évolution des relations ville campagne et les modèles d'analyse dominant à chaque étape, voilà ce à quoi Nicole Mathieu nous conduit. Les années 1950 opposent villes et campagnes. Les campagnes, diverses par leur milieu naturel et leur système agraire, sont vouées à l'activité agricole qui, augmentant sa productivité, libère de la main-d'œuvre pour les villes. La ville est vue comme dominante la campagne. Les années 1960 sonnent la fin des campagnes pour certains modèles qui voient dans l'évolution du rapport villes campagnes une urbanisation des secondes comme la fin de toute discontinuité spatiale. Cependant, l'article précédent l'a montré, d'autres auteurs (dont Nicole Mathieu) s'oppose à ce modèle dominant en défendant la pertinence du concept d'espaces ruraux se distinguant les uns des autres. Mais ils sont minoritaires. La décennie suivante connaît un renversement d'idées avec l'apparition d'un goût des citadins pour un « retour à la nature ». Le rapport entre modèles de continuum et de discontinuité s'inverse au profit du second. L'émergence dans l'organisation politique de la notion de « pays » en est la preuve. Les années 1980 sont marquées

par des tendances contradictoires : l'une marque l'effacement de l'espace rural qui met l'accent sur le développement d'un réseau de pôles de compétitivité, l'autre traduisant le besoin de nature traduit une nouvelle réalité : l'exode urbain. Le jeu est complexe. Son analyse implique des approches pluridisciplinaires, à tout le moins une réarticulation entre géographie physique et humaine.

Pour aborder les années 1990 dans le chapitre qui suit, Nicole Mathieu affine sa méthode. Elle consiste comme avant à repérer les changements de représentation des rapports villes/campagnes dans différentes sphères de la société, mais appliquant sa méthode à l'Europe, elle s'aperçoit que ces représentations varient aussi dans l'espace. Plus systématiquement qu'avant elle cherche à confronter représentation (l'idéal) et faits (le réel), plus particulièrement les faits économiques. Elle met ainsi en évidence des décalages entre les deux. La pratique peut précéder l'idéologie (ainsi l'exode urbain a précédé sa représentation). Mais l'inverse existe aussi (ainsi la représentation de la campagne comme nature a influencé le développement de l'habitat pavillonnaire). Cependant, toujours critique, Nicole Mathieu fait une remarque d'ordre général : l'observation des faits (ici des statistiques qui impliquent des découpages) dépend des idées (ici les représentations de l'espace rural). Il n'y a pas symétrie entre théorie et faits puisqu'il faut des théories pour voir les faits. Le début des années 1990 marque une rupture dans la politique agricole. La libéralisation des échanges agricoles au niveau mondial, se traduit en 1992 par une brusque libéralisation de la politique agricole commune (PAC). La chute du mur de Berlin en 1989 provoque un élargissement de l'Union Européenne qui menace cette PAC. Aussi les tensions de la décennie précédente sont-elles exacerbées. La diminution du nombre d'exploitants agricoles se poursuit. La représentation du rural est de moins en moins associée à l'activité agricole, de plus en plus à la « nature ». La nature se fait paysage, à entretenir, voire à préserver comme un patrimoine. Et l'agriculture est enjointe d'être à la fois « marchande et ménagère ». Comme elle est loin d'être les deux, naît alors dans l'esprit des urbains une certaine hostilité au monde agricole qui se sent incompris. Nicole Mathieu, me semble-t-il, ne le souligne pas assez. L'opposition entre espace urbain et espace rural persiste : pôle d'emploi pour le premier, et, pour le second, zone de non-emploi et lieu de résidence pour ceux qui travaillent en ville. Lieux de résidence et d'emploi sont en effet dissociés. Les migrations domicile – travail s'accroissent, polarisant l'influence de la ville. La confrontation de ces idées aux faits introduit des nuances. En absence de données statistiques suffisantes notre auteure a recours à des monographies, forcément limitées. Sur la question de l'emploi par exemple, une vitalité cachée voit le jour : des migrations vers les campagnes pour la survie et la recherche de nouveaux emplois sont perceptibles, mais de façon bien différenciée d'un lieu à un autre.

Dans les chapitres suivants Nicole Mathieu applique à l'Europe une démarche élaborée pour l'espace rural français. L'affaire n'est pas simple. L'analyse des faits se heurte à l'absence de certaines statistiques et, en tous les cas, à leur hétérogénéité. Par ailleurs, tout laisse à penser que la variabilité des représentations est grande dans l'espace européen. Enfin pour avoir une chronologie commune Nicole Mathieu établit sur une longue période des strates historiques de modèles des relations villes/campagnes. Il faut donc changer de méthode et donner plus de poids à deux concepts : celui de ville, jusqu'à présent négligé par rapport à celui de rural et celui de « mode d'habiter ». Par ce dernier notre auteure cherche à différencier le rural de l'urbain. Avant la guerre dans des paysages agraires très diversifiés on distingue facilement des modes d'habitat groupés ou dispersés. Puis l'exode rural, généralisé en Europe, quoique différent selon les pays, modifie les relations villes-campagnes dont on peut distinguer cinq types. Dans le modèle méditerranéen la ville, nettement distincte de sa campagne lui est intimement relié par une imbrication des propriétés urbaines et rurales, par des flux d'échange entre agriculteurs, ouvriers, artisans, commerçants. Dans le modèle latifundiaire des pays de grandes propriétés agricoles, associées au métayage et au salariat, l'espace rural est moins dense, le lien ville/campagne plus distendu que dans le modèle précédent. Le modèle anglais est tout

différent. Ville et campagne se distinguent peu. En dehors, bien sûr, du cœur de la cité, très restreint, l'habitat urbain se dilue dans un paysage naturel dans lequel la fonction agricole n'est pas prégnante. Dans le modèle des régions industrielles la ville devient un espace de travail, dense par rapport à l'espace de travail rural. Enfin Nicole Mathieu présente le modèle français qui est celui que Fernand Braudel a décrit comme le système villages-bourgs-villes, système d'organisation hiérarchique des fonctions hérité de la Révolution française. Après la seconde guerre mondiale la représentation sociale de la ville comme lieu de modernité et de progrès technique conduit à homogénéiser les modes d'habiter. Au sein de l'Europe existent cependant des décalages spatiaux et temporels dans cette évolution. Une forte densité de grandes villes devient, comparé au reste du monde, une spécificité européenne. Mais le contact ville/campagne n'est pas le même à l'Ouest et à l'Est : espace pavillonnaire dans un cas, immeubles et espaces verts collectifs dans l'autre. Après 1968, surtout en France et en Allemagne, apparaît une contre-modèle néo-rural centré sur le mode d'habiter. Il s'étend plus au Nord qu'au Sud. Ce sont les inconvénients de l'habiter citadin (encombrement, pollution) qui l'ont initié. Le modèle anglais de campagne paysage se généralise. Et c'est ainsi qu'à partir des années 1970, avec des décalages entre régions, on assiste à un phénomène nouveau l'exode urbain. Nicole Mathieu conclut en se demandant si les modes d'habiter multi-résidence ne deviendrait pas caractéristique de l'Europe. Il me reste cependant à exprimer un regret à la suite de ce chapitre : l'absence d'une grille d'analyse de ce qu'est le « mode d'habiter » qui nous aurait permis d'en affiner les types. Notre auteure nous avait accoutumé à une forte exigence méthodologique que je ne retrouve pas ici.

Avec l'émergence du concept de Développement Durable, fondé sur trois piliers écologique, économique et social, Nicole Mathieu, analysant toujours les relations entre rural et urbain, en vient à se poser la question de la durabilité des espaces ruraux soumis aux pressions métropolitaines et touristiques. Un projet européen portant sur cinq pays (Finlande, France, Hongrie, Pays-bas et Espagne), dans chacun desquels sont sélectionnés des espaces ruraux et sous pression métropolitaine ou touristique lui permet d'aborder la question. D'abord, par l'analyse des comportements individuels des acteurs et les flux qu'ils entraînent ; ensuite, par celle des relations institutionnelles entre les représentants territoriaux. Il existe une grande diversité de relations rural-urbain selon les cultures nationales et régionales qui toutes essaient à se concilier avec une représentation sociale dominante qui tend à l'homogénéisation de l'usage des terres et des modes d'habiter. Dans l'ensemble la soutenabilité des territoires ruraux n'est qu'imparfaitement obtenue sur ses trois piliers. Elle peut cependant émerger localement.

La communication faite par Nicole Mathieu le 23 mai 2012 lors d'une séance décentralisée de l'Académie d'Agriculture à Toulouse, intitulée Villes Campagnes à la croisée de nouveaux chemins est pour elle l'occasion d'une mise en perspective historique à l'échelle européenne. Elle y présente quatre représentations des relations villes campagnes. De la fin du XIX^e siècle jusqu'à la moitié du XX^e deux représentations s'opposent. L'une rousseauiste oppose la ville (le mal) à la nature (le bien). La campagne, parce que plus proche de la nature que la ville est un lieu de bonheur. Cette opposition-là, bien sûr, s'est fortement atténuée tout au cours du siècle passé, mais on la trouve toujours prégnante chez les hippies et les néo-ruraux. L'autre est clairement matérialiste. L'opposition est faite entre ville et campagne, non entre ville et nature. En ville travaillent les ouvriers en usines, à la campagne les paysans dans les champs. C'est là le résultat d'un processus que Marx analyse comme résultant de la domination de la classe bourgeoise qui pour faire fructifier ses capitaux par la révolution industrielle attire en ville, venue de la campagne, la main-d'œuvre dont elle a besoin. Dans les campagnes les paysans font usage des ressources naturelles pour se nourrir et nourrir à bas prix la population ouvrière des villes. Les relations villes/campagnes reposent sur une opposition de classes. A la campagne les paysans, en ville les ouvriers et la bourgeoisie qui exploite à la fois ouvriers et paysans. Cette vision

matérialiste se retrouve dans la dichotomie sociale et culturelle qui distingue syndicats ouvriers et paysans, associations rurales et urbaines.... A partir de 1960, l'urbanisation des campagnes rompt avec les représentations sociales précédentes. Le mode de vie urbain se répand en campagne tandis que la nature pénètre en ville dans des espaces verts. Ce n'est pas entre l'espace urbain et l'espace rural que se répartissent les classes sociales, mais au sein de chacun d'eux. L'espace rural est pensé comme une offre de paysage à une population citadine en mal de nature. Mais c'est un espace qui se diversifie. Au tournant des XX^e et XXI^e siècles l'idéologie du développement durable va encore changer la donne des relations villes/campagnes sous la forme d'un nouveau contrat. En fait il s'agit d'un nouveau contrat entre les habitants (tant des villes que des campagnes) et la nature. Un nouveau contrat bien difficile à établir. Un nouveau mode d'habiter.

L'avant dernier chapitre, qui n'a pas été publié, a donc été écrit pour cet ouvrage. Sous le titre « quel intérêt d'un retour critique sur une méthode élaborée en France pour analyser la relations villes/campagnes », il constitue un excellent résumé de l'ensemble de l'ouvrage. Nicole Mathieu rappelle qu'elle a cherché à suivre l'évolution des représentations à travers le vocabulaire. Des mots invariants ont changé de sens, d'autres ont surgi disparu. Ainsi a-t-elle pu confronter cette évolution des représentations à celle des faits, c'est à dire la façon dont sont façonnés les territoires habités par les gens. Des décalages existent qui rendent difficile l'articulation entre le politique et le scientifique. Sa grille d'analyse lui permettant de distinguer ce qui relève du fait et de la représentation dans l'analyse des relations villes/campagnes, s'applique à un corpus de données appartenant à trois sphères : la sphère politico-administrative, la sphère scientifique et la sphère de la société civile. Toujours réflexive sur sa propre démarche Nicole Mathieu la replace dans sa propre carrière. Ce faisant elle remarque qu'au début elle a commencé à fréquenter la sphère politique et administrative [commissions du V^e plan, la Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale (Datar), mais aussi le Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA)...], puis, dans les années 1990, beaucoup plus la sphère des sciences sociales et de la société civile. Sans doute ces sphères ont-elles pris au cours du temps une ampleur qu'elles n'avaient pas avant. Mais reconnaît notre auteure elle est plus éloignée, depuis les années 2000, « du système central de l'action politique ». Nous avons là une réponse à la question que nous nous posions au début. Dans sa grande lucidité critique Nicole Mathieu reconnaît et, surtout, identifie la part de subjectivité de ses propos. Ce chapitre a une valeur épistémologique indéniable.

Pour finir Nicole Mathieu nous propose le texte d'une communication faite en 2015 lors d'un colloque international. Ce texte se garde de reprendre l'ensemble de ses idées. Il porte simplement sur l'évolution de la place de « la nature » dans les relations villes/campagnes. Il est aussi un appel à poursuivre l'analyse de ce terrain mouvant.

Si Nicole Mathieu nous avait offert un livre faisant l'état actuel de son analyse sur les relations villes/campagnes sans doute aurions-nous eu directement une vision plus synthétique. Mais la forme prise de la collecte de ses propres articles sur une longue période nous offre l'occasion de suivre une pensée en train de se construire. Ce n'est pas le moindre intérêt de cet ouvrage d'épistémologie de la géographie.